ASp
la revue du GERAS

49-50 | 2006
Varia

Le Mot du Président

Michel Petit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asp/614>

DOI : 10.4000/asp.614

ISBN : 978-2-8218-0402-9

ISSN : 2108-6354

Éditeur

Groupe d'étude et de recherche en anglais de spécialité

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 1-4

ISSN : 1246-8185

Référence électronique

Michel Petit, « Le Mot du Président », *ASp* [En ligne], 49-50 | 2006, mis en ligne le 01 février 2009, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/asp/614> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.614>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2021.

Tous droits réservés

Le Mot du Président

Michel Petit

- 1 En écrivant ces lignes dans notre chère revue *ASp*, je songe que c'est la première fois que je le fais sous ce titre de « MOT DU PRÉSIDENT ». Ce sera aussi la dernière. La première fois car les textes que j'ai pu signer dans *ASp* depuis 2001 l'étaient dans le cadre d'un autre genre, celui de l'éditorial du rédacteur en chef et directeur de la revue. La responsabilité de la revue étant désormais, comme il m'a depuis longtemps paru souhaitable de l'envisager (voir mon éditorial du numéro 35-36, année 2002), largement dissociée dans les faits de la présidence de l'association, l'éditorial est tout naturellement devenu, depuis quelques numéros, l'apanage des responsables du numéro : hier Monique Mémet, rédacteur en chef adjoint d'*ASp*, assistée de Lauriane Hillion, pour les numéros 43-44 à 47-48 ; aujourd'hui Jacqueline Percebois, vice-présidente du GERAS jusqu'en mars 2006, pour le présent numéro double 49-50, publié au titre de l'année 2006. Une vaste réflexion sur le devenir de la revue se poursuit par ailleurs, conformément à ce qui avait été annoncé lors du colloque de Lorient, dans le cadre d'une commission *ad hoc* animée par Monique Mémet, élue vice-présidente du GERAS en mars 2006. La dernière fois aussi, puisque ce numéro double 2006 est le dernier à être publié avant notre prochain colloque annuel, qui se tiendra en mars 2007 à Mulhouse, et c'est lors de l'Assemblée générale de Mulhouse que prendra fin mon troisième mandat de Président du GERAS. Troisième et dernier. Comme je l'avais en effet indiqué lors de ma première élection en 2001 et redit depuis en assemblée générale, il me paraît sain et souhaitable pour la vie associative, à ce stade de l'existence et de l'histoire du GERAS, que les responsabilités puissent « tourner » plus rapidement. Les diverses élections qui nous ont permis d'avoir un Bureau au complet depuis 2002, l'activité soutenue des groupes de travail, les évolutions réussies de notre revue, tout ceci démontre que le désir sincère d'engagement associatif ainsi que les bonnes volontés et les compétences ne manquent pas au sein de l'association. On peut sans doute toujours chercher à renforcer la démocratie associative et, là aussi, la réflexion se poursuit, conformément à ce qui avait été annoncé lors du colloque de Lorient, dans le cadre d'une commission *ad hoc* animée par Jean-Claude Bertin, vice-président du GERAS depuis mars 2002.

- 2 Que l'on se rassure toutefois, mon propos n'est pas aujourd'hui de dresser un bilan de l'action conduite pendant ces mandats – ce n'en est ni le lieu ni l'heure – mais plutôt de proposer, fort de l'expérience acquise à ce poste d'observation privilégié qu'est, avec la direction de la revue *ASp*, la présidence du GERAS quelques réflexions sur les enjeux de l'action associative pour une société savante comme le GERAS dans le domaine qui est le sien.
- 3 Le premier enjeu, celui d'où tout découle, me paraît être, encore et toujours, l'exigence de la plus grande clarté et de la plus grande rigueur dans la conception et la définition de notre domaine, à la fois pour nous-mêmes et pour nos autres collègues anglicistes. S'il n'y a là qu'une exigence intellectuelle naturelle pour une communauté universitaire comme celle du GERAS, il y va aussi de notre place dans la communauté universitaire plus large des anglicistes, au moment où, justement, elle s'interroge sur l'anglistique et sur son devenir. La SAES (Société des anglicistes de l'enseignement supérieur) organisait en effet, lors de son congrès de Nantes en mai dernier, une importante table ronde sur ce thème. Invité à y participer avec Alain Cazade, Président de RANACLES (Rassemblement national des centres de langues de l'enseignement supérieur) et membre du GERAS, j'ai tenté d'y exposer quelques réflexions, souvent présentées au sein du GERAS, sur l'extension et la structuration de notre domaine, et notamment sur l'articulation entre l'anglais de spécialité et l'anglais pour spécialistes d'autres disciplines, du point de vue de la recherche et de l'enseignement. Ce message me paraît « passer » de mieux en mieux auprès de nos autres collègues anglicistes, grâce au travail d'explication et de clarification conduit depuis des années par les membres du GERAS présents dans les diverses instances nationales, institutionnelles comme le CNU (Conseil national des universités) ou associatives comme le bureau de la SAES, grâce aussi à la participation accrue de membres du GERAS aux rencontres de recherche d'autres domaines de l'anglistique. Il me semble qu'il faudrait maintenant s'attacher aussi à le faire mieux passer auprès des étudiants d'anglais dans le cadre de leur formation initiale. Ce n'est pas là chose aisée puisque beaucoup d'entre nous, la majorité sans doute, en poste ailleurs que dans les départements d'anglais pour spécialistes, n'ont guère d'occasions de s'adresser directement aux étudiants anglicistes en formation, mais la difficulté ne doit pas l'emporter sur la nécessité. On conçoit en effet que tout ceci n'est pas sans incidence sur le « vivier » de notre discipline, souvent découverte par les anglicistes assez tardivement, après quelques années de pratique comme enseignant détaché dans une université à dominante scientifique, juridique, etc. Il me semble donc que la mise en place systématique de modules d'introduction à l'anglais de spécialité dans la formation initiale des anglicistes permettrait de créer des conditions plus favorables à une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de notre domaine. Tout paraît indiquer que le contexte pourrait désormais s'y prêter et le GERAS aura inévitablement un rôle majeur à jouer dans ce sens.
- 4 Le deuxième enjeu, dont il vient d'être indirectement question, me paraît être celui de la politique des langues dans l'enseignement supérieur, sur fond de « LMD » et de construction de l'espace européen d'enseignement supérieur. Si, depuis quelque temps, il est fait grand cas, un peu partout, du Cadre européen commun de référence pour les langues, le tableau d'ensemble des réalités de la formation en langues apparaît toujours hétérogène, qu'il s'agisse de la place des langues en général et de l'anglais en particulier dans les cursus, des formules d'enseignement-apprentissage (cours, travaux dirigés,

dispositifs d'auto-formation), de la pratique en matière d'évaluation et/ou de certification, etc. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler à cet égard les quelques rares phrases qui traitent de la question dans les textes officiels. L'arrêté du 23 avril 2002 relatif aux études universitaires conduisant au grade de licence, publié au *Journal Officiel* n° 101 du 30 avril 2002, indique ainsi, au deuxième alinéa de l'article 14 de son titre II, que, « [a]près évaluation du niveau de l'étudiant, la formation propose, de manière adaptée, un enseignement de langues vivantes étrangères et un apprentissage de l'utilisation des outils informatiques ». L'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au *Journal Officiel* n° 99 du 27 avril 2002, porte quant à lui, au troisième alinéa de l'article 6 de son titre premier, que « [l]e diplôme de master ne peut être délivré qu'après validation de l'aptitude à maîtriser au moins une langue vivante étrangère. Les parcours types de formation comprennent des enseignements permettant aux étudiants d'acquérir cette aptitude ». Ces textes laissent assurément une grande marge de liberté à tous les acteurs concernés par la conception et la mise en œuvre d'une politique des langues au niveau de chaque établissement, d'où la diversité des solutions retenues localement. On peut néanmoins se demander si, dans un certain nombre de cas, cette diversité ne résulte pas autant, ou plus, de l'exercice de pures contraintes organisationnelles dues à la paucité des ressources disponibles que de celui d'une vraie liberté d'appréciation et de jugement sur ce qu'il est souhaitable de faire. Si le GERAS n'a, bien sûr, aucun pouvoir de décision en ces matières, il a cependant pour vocation de faciliter la production et la diffusion de connaissances et de réflexions sur ces questions d'importance. C'est ce qu'il fait, comme en témoignent notamment le thème de notre colloque 2005, organisé à l'université des sciences sociales Toulouse 1 par Gail Taillefer, et les réflexions de nos groupes de travail. C'est ce que font également des associations amies comme RANACLES et l'APLIUT (Association des professeurs de langues des instituts universitaires de technologie), chacune en fonction de sa spécificité, comme en témoignent leurs propres thèmes de congrès. Le moment est sans doute venu d'initiatives communes, encore plus visibles à l'échelle nationale et plus ouvertes sur la dimension européenne. Le GERAS aura, là encore, un rôle majeur à jouer.

- 5 Le troisième enjeu me paraît avoir trait à l'organisation de la recherche dans notre discipline. On constate tout d'abord que les tendances générales s'y appliquent désormais comme partout, notamment en matière de taille critique des unités de recherche ou de critères quantitatifs et qualitatifs pour l'évaluation de l'activité de recherche des enseignants-chercheurs et des laboratoires, évaluation qui, rappelons-le, détermine la reconnaissance des unités, et leur financement, pour la durée du contrat quadriennal. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici les critères désormais en vigueur dans le DSPT 6, département dont relèvent les langues au sein de la Mission scientifique, technique et pédagogique du ministère. S'il n'y a pas de taille requise *a priori* pour les jeunes équipes (JE), les équipes d'accueil (EA) devraient quant à elles avoir une taille qui se rapproche de celle des laboratoires des grands organismes de recherche, soit une trentaine à une quarantaine d'enseignants-chercheurs « publiants » pour une petite EA. On sait d'autre part qu'il faut, pour être considéré comme publiant, avoir produit, dans une période de quatre ans, deux ouvrages ou quatre articles dans des revues à comité de lecture ou huit communications dans des congrès internationaux (congrès tenus à l'étranger ou comportant une majorité de participants étrangers), ou toute combinaison équivalente. La barre est manifestement placée très haut en termes quantitatifs, avec des critères sans doute plus adaptés aux sciences dites

dures qu'aux disciplines des sciences humaines et les experts auront probablement à les appliquer avec discernement. Mais la tendance est bien là. Le GERAS contribue à cet égard, notamment depuis la création de la revue *ASp* par Michel Perrin en 1993, à la manifestation de l'activité de publication des enseignants-chercheurs du domaine. Il joue, de façon plus générale, un rôle majeur dans l'animation et la vie de la recherche en anglais de spécialité et en anglais pour spécialistes d'autres disciplines, le rôle, précisément, d'une société savante, de statut associatif. Ce rôle ne doit pas être confondu avec celui des unités de recherche reconnues, c'est-à-dire labellisées (JE, EA...) et financées, par le ministère dans le cadre de la contractualisation quadriennale. Mais notre discipline présente à cet égard une particularité structurelle importante, dont on ne mesure sans doute pas toutes les implications : la recherche en anglais de spécialité et en anglais pour spécialistes d'autres disciplines apparaît en effet largement dispersée, parfois sous forme d'équipes ou sous-équipes internes dans de grands laboratoires d'anglistique, plus ou moins généralistes, ou encore dans des laboratoires pluridisciplinaires, souvent par la simple participation individuelle d'enseignants-chercheurs de notre domaine à des ensembles préexistants. Il reste par ailleurs sans doute encore un certain nombre de collègues enseignants-chercheurs n'appartenant à aucune équipe de recherche labellisée. Tout ceci conduit à se demander si le GERAS ne pourrait pas, ou ne devrait pas, tout en continuant à jouer le rôle qui est traditionnellement le sien, chercher à le faire avec une reconnaissance officielle du ministère, peut-être sous forme de PPF (Plan pluri-formations). Une telle reconnaissance, morale autant que financière, ne serait, me semble-t-il, que conforme à la réalité du rôle d'animation de la recherche que le GERAS joue depuis tant d'années et qu'il continuera assurément à jouer.

- 6 Au terme de ces quelques réflexions qui, je l'espère, auront pu être utiles, il me reste, puisque ce numéro 49-50 de la revue *ASp*, dont je remercie les contributeurs et la responsable, parviendra à ses lecteurs en décembre 2006, à souhaiter à tous les membres du GERAS, au nom du Bureau et en mon nom personnel, de très joyeuses fêtes de fin d'année et au GERAS une excellente année 2007.

AUTEUR

MICHEL PETIT

Michel Petit, Professeur à l'Université Victor Segalen Bordeaux 2. michel.petit@lv.u-bordeaux2.fr